

00000001

**AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2026 DU 2.8... JAN. 2026 POUR LA
PRESELECTION DES CABINETS D'ETUDES ET OPERATEURS EN VUE DE
CONCEVOIR, STRUCTURER ET FORMALISER UN MODELE DE GOUVERNANCE,
INSTITUTIONNEL ET D'EXPLOITATION DURABLE DE LA PLATEFORME
NATIONALE CAMAGRO**

1. Contexte et justification

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) et de la politique nationale de transformation numérique, le Gouvernement de la République du Cameroun a engagé des réformes visant à moderniser les secteurs productifs, notamment le secteur agro-pastoral, pilier de l'économie nationale et de la sécurité alimentaire.

À cet effet, la relance de la plateforme nationale CAMAGRO constitue une initiative stratégique de l'État, destinée à faciliter l'accès à l'information agricole fiable, à renforcer l'interconnexion entre les acteurs publics et privés, à améliorer la transparence des marchés et à soutenir la modernisation des chaînes de valeur agropastorales.

Lancée en 2011 et cédée au MINPOSTEL en 2016, la plateforme CAMAGRO nécessite aujourd'hui une structuration approfondie de son cadre de gouvernance, de son ancrage institutionnel et de son mode d'exploitation, afin d'en garantir la durabilité, la performance, la sécurité et l'appropriation effective par l'ensemble des parties prenantes.

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt vise à présélectionner des cabinets d'études qualifiés en vue de la réalisation d'une étude structurante devant aboutir à la définition d'un modèle de gouvernance, institutionnel et d'exploitation opérationnel et durable de la plateforme nationale CAMAGRO, conformément aux Termes de Référence y afférents.

2. Consistance des prestations

La mission confiée au consultant ou au bureau d'études portera sur l'ensemble des activités nécessaires à la conception, à la structuration et à la formalisation d'un modèle de gouvernance, institutionnel et d'exploitation durable de la plateforme nationale CAMAGRO, de même que À ce titre, la mission s'articulera autour des composantes suivantes, qui devront être conduites de manière intégrée et cohérente.

2.1 Diagnostic de la situation existante

Le consultant devra procéder à un diagnostic approfondi de l'état actuel de la plateforme CAMAGRO, couvrant notamment :

- l'analyse du cadre institutionnel et organisationnel existant ;
- l'évaluation des dispositifs de gouvernance antérieurs ou en vigueur ;
- l'analyse du cadre juridique et réglementaire applicable à la plateforme ;
- l'audit fonctionnel et technique de la plateforme existante ;
- l'identification des forces, faiblesses, opportunités et risques (analyse FFOM) liés à la gouvernance et à l'exploitation de CAMAGRO.

Ce diagnostic devra permettre d'identifier les insuffisances, les contraintes et les leviers d'amélioration nécessaires à la relance durable de la plateforme.

2.2 Analyse et cartographie des parties prenantes

Le consultant devra :

- identifier et cartographier l'ensemble des parties prenantes institutionnelles, techniques, économiques et sociales concernées par la gouvernance et l'exploitation de CAMAGRO ;
- analyser les rôles, responsabilités, intérêts et niveaux d'influence des acteurs publics, privés et des partenaires techniques et financiers ;
- évaluer les mécanismes actuels et potentiels de coordination interinstitutionnelle et de partenariat public-privé.

Cette analyse devra servir de base à la conception d'un modèle de gouvernance inclusif et opérationnel.

2.3 Élaboration du modèle de gouvernance de la plateforme CAMAGRO

Sur la base des analyses précédentes, le consultant devra concevoir et proposer un modèle de gouvernance multi-acteurs, comprenant notamment :

- la définition des organes de pilotage, de gestion, de suivi et de redevabilité ;
- la clarification des rôles et responsabilités du MINPOSTEL, des ministères sectoriels concernés, des structures techniques et des partenaires privés ;
- les mécanismes de coordination, de prise de décision, d'arbitrage et de reporting ;
- les modalités de participation et d'implication des acteurs privés et des utilisateurs institutionnels.

Le modèle proposé devra garantir la transparence, l'efficacité, la redevabilité et la durabilité de la plateforme.

2.4 Définition du cadre institutionnel et juridique

Le consultant devra définir un cadre institutionnel et juridique formalisé permettant la mise en œuvre effective du modèle de gouvernance retenu, incluant notamment :

- la proposition d'une architecture institutionnelle claire pour la gestion de CAMAGRO ;
- l'élaboration ou l'actualisation des projets d'instruments juridiques et organisationnels nécessaires (convention-cadre, chartes de gouvernance, accords de partenariat, etc.) ;
- l'alignement du cadre proposé avec la réglementation nationale en vigueur et les engagements régionaux et internationaux applicables.

2.5 Définition du modèle d'exploitation et de durabilité

Le consultant devra élaborer un modèle d'exploitation déléguée de la plateforme CAMAGRO, intégrant notamment :

- les modalités d'exploitation technique et fonctionnelle de la plateforme ;
- les mécanismes de suivi de la performance à travers des indicateurs clés de performance (KPI) et des engagements de qualité de service (SLA) ;
- les dispositifs de sécurité, de protection des données et de continuité de service ;
- les principes du modèle économique et financier garantissant la durabilité de l'exploitation.

3. Financement

Les prestations objet du présent Appel à Manifestation d'Intérêt seront financés par Budget d'Investissement Public du MINPOSTEL (BIP), Exercice 2026.

4. Participation

Pour faire acte de candidature, tout Cabinet d'Etudes ou Entreprise, devra justifier d'une expérience avérée dans le domaine des TIC.

5. Composition du dossier de candidature

Le dossier d'Avis à Manifestation d'Intérêt comprendra les sections suivantes :

- Section 1 : Pièces administratives.
- Section 2 : Dossier technique.

Section 1 : Pièces administratives (enveloppe A)

Cette section comprend les pièces administratives (originales ou leurs copies certifiées conformes datant de moins de trois (03) et valables pour l'exercice en cours) suivantes :

- a) lettre de motivation dûment signée du soumissionnaire ;
- b) attestation d'immatriculation ;
- c) copie du registre du commerce, certifiée au greffe du tribunal de 1^{ère} instance ;
- d) attestation de conformité fiscale ;
- e) attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- f) attestation de non faillite (original ou copie certifiée par le greffe du tribunal de 1^{ère} instance.

Section 2 : dossier technique (enveloppe B)

L'enveloppe B contiendra les informations suivantes :

- la présentation du cabinet ainsi que les domaines d'action et d'intervention ;
- la liste du personnel-clé proposé avec les copies des diplômes et des CV signés par chaque expert ;
- les références du Cabinet d'Etudes pour les prestations similaires réalisées au cours des dix (10) dernières années ;
- la compréhension du mandat de mission (TDR);

6. Critères d'évaluation et de sélection des cabinets

6.1. Critères éliminatoires :

- Dossier administratif incomplet ;
- Fausse déclaration, document falsifié ;
- Note technique inférieure à 75 points sur 100.

6.2. Critères de qualification

Les offres techniques seront présentées en fonction des principaux critères ci-après :

a) Références du candidat.....30 points.

Les références du Cabinet d'Etudes pour les prestations similaires réalisées au cours des dix (10) dernières années (fournir les preuves de la réalisation des missions similaires) :

Références générales :

Au moins deux références réalisées dans le domaine de la gouvernance des TIC au cours des cinq (05) dernières années15 points ;

Références spécifiques :

Au moins deux (02) références dont l'une dans le domaine des systèmes d'information et l'autre dans le domaine de l'audit des systèmes d'information réalisées au cours des cinq (05) dernières années15 points ;

b) Compréhension du mandat de la mission (contexte, objectifs, démarche méthodologique.....20 points

Désignation de l'activité		Note
Compréhension de la mission, méthodologie et plan de travail		/20
Qualité de la solution proposée (Adéquation de la solution aux objectifs spécifiques, richesses fonctionnelles additionnelles, qualité de l'architecture technique) (4 pts)		/4
Observations et suggestions sur les termes de référence (les commentaires et suggestions auront pour objectif d'améliorer la qualité de la mission). (4 pts)	0,5 pt/commentaire sur le besoin en personnel	/2
	1 pt/commentaire pertinent sur les TDR	/2

Approche méthodologique proposée en adéquation avec les TDR (8 pts)	Compréhension des objectifs de la mission (la compréhension des objectifs est jugée très bonne lorsque tous ceux-ci sont énumérés et mis en évidence)	/4
	Approche technique et méthodologie d'exécution (cette approche est jugée très bonne lorsqu'elle ne présente aucune ambiguïté)	/4
Plan de travail (4 pts)	Planning de réalisation adéquat des prestations (Cohérence entre l'organisation de travail et le planning de réalisation des prestations)	/2
	Planning de mobilisation du personnel	/2
NB : Les appréciations ci-après seront portées par sous-critère : -Mauvais =0 ; moyen =2 ; bon=4.		

c) Expérience du personnel clé..... 50 points ;

- **Chef de mission : Expert senior en gouvernance numérique et plateformes publiques
..... 20 points**

Être titulaire d'un diplôme d'Ingénieur informaticien (BAC +5 ou équivalent), expert en gouvernance numérique et systèmes d'information. Justifier d'au moins quinze (15) ans d'expérience dans la conduite de projets de systèmes d'information et de plateformes numériques, incluant des dimensions institutionnelles et organisationnelles. Avoir participé, à la réalisation d'au moins trois (03) projets portant sur la mise en place, la gouvernance ou l'exploitation de plateformes numériques à grande échelle, en qualité de chef de mission.

- **Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique 10 points**

Être titulaire d'un diplôme Bac+5 au minimum ou domaine équivalent en droit public, droit du numérique, administration publique, gouvernance. Justifier d'au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dans la conception et la mise en œuvre de cadres institutionnels, juridiques ou de modèles de gouvernance, de cadres juridiques et réglementaires applicables aux projets numériques. Avoir participé à la réalisation d'au moins deux (02) missions portant sur la gouvernance institutionnelle ou juridique de plateformes numériques ou de projets interinstitutionnels au cours des cinq (05) dernières années.

- **Expert en systèmes d'information et plateformes numériques 10 points**

Être titulaire d'un diplôme (BAC +5 ou équivalent) en Informatique, Data Science (IA), ou Gestion des données à grande Echelle (de l'algorithmique et/Ou outils) de l'interopérabilité des systèmes et des bases de données relationnelles et/ou Non Relationnelles. Justifier d'au moins dix (10) ans d'expérience dans la conception, l'architecture et l'intégration de systèmes d'information et de plateformes numériques. Avoir participé à la réalisation d'au moins cinq (05) projets de mise en place ou d'exploitation de plateformes numériques, dont au moins deux (02) missions similaires au cours des cinq (05) dernières années.

- **Expert en conduite du changement, formation et communication10 points**

Être titulaire d'un diplôme Bac+5 ou équivalent en communication, management, sociologie, sciences de l'éducation ou sciences sociales. Justifier d'au moins huit (08) ans d'expérience professionnelle dans la conduite du changement organisationnel, la formation des utilisateurs et l'accompagnement des projets de transformation numérique. Avoir participé à la réalisation d'au moins trois (03) missions impliquant des projets de transformation numérique ou de plateformes institutionnelles.

NB : Le personnel proposé par le Candidat ne sera évalué que si les justificatifs ci-après ont été produits : copie certifiée du diplôme, curriculum vitae dûment signé et daté par l'expert, justificatifs des expériences déclarées (Contrat travail/certificat de travail/ Attestation de service ...).

7. Dépôt des dossiers.

Les dossiers de candidature devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS. Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra faire l'objet d'une soumission en ligne au plus tard le **13 MARS 2026** à **14 heures précises**, heure locale, à l'adresse www.marchespublics.cm. Dans les mêmes délais, une copie de sauvegarde dudit dossier enregistrée sur clé USB ou CD/DVD et sous pli scellé sera déposée au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction des Affaires Générales (Service des marchés publics 1^{er} étage, porte 162), avec la mention :

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2026 DU POUR LA
PRESELECTION DES CABINETS D'ETUDES ET OPERATEURS EN VUE DE CONCEVOIR,
STRUCTURER ET FORMALISER UN MODÈLE DE GOUVERNANCE, INSTITUTIONNEL
ET D'EXPLOITATION DURABLE DE LA PLATEFORME NATIONALE CAMAGRO
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

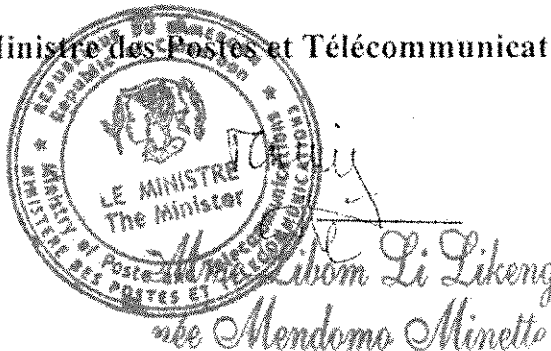
8. Renseignements complémentaires

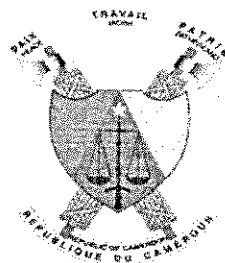
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction de la Réglementation des Postes et Télécommunications (DRPT), Porte 410 Tél : 222232200/222224527.

9. Publication des résultats

Le résultat du présent Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt sera publié dans le JDM./-

Le Ministre des Postes et Télécommunications





00000001

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2026 OF 08 JAN 2026 FOR THE PRE-
SELECTION OF CONSULTING FIRMS AND OPERATORS TO DESIGN, STRUCTURE
AND FORMALISE A MODEL FOR THE GOVERNANCE, INSTITUTIONAL AND
SUSTAINABLE OPERATION OF THE CAMAGRO NATIONAL PLATFORM.

1. Background and justification

Within the framework of the implementation of the 2020-2030 National Development Strategy (SND30) and the national digital transformation policy, the Government of the Republic of Cameroon has undertaken reforms aimed at modernising productive sectors, particularly the agro-pastoral sector, which is a pillar of the national economy and food security.

To this end, the relaunch of the CAMAGRO national platform is a strategic initiative by the State, designed to facilitate access to reliable agricultural information, strengthen interconnection between public and private actors, improve market transparency and support the modernisation of agro-pastoral value chains.

Launched in 2011 and transferred to MINPOSTEL in 2016, the CAMAGRO platform now requires in-depth restructuring of its governance framework, institutional anchoring and operating mode in order to ensure its sustainability, performance, security and effective ownership by all stakeholders.

This Call for Expressions of Interest aims to pre-select qualified consulting firms to carry out a structuring study leading to the definition of an operational and sustainable governance, institutional and operating model for the national CAMAGRO platform, in accordance with the relevant Terms of Reference.

2. Description of services

The mission entrusted to the consultant or research firm will cover all activities necessary for the design, structuring and formalisation of a sustainable institutional and operational governance model for the CAMAGRO national platform, as well as As such, the mission will focus on the following components, which must be carried out in an integrated and consistent manner.

2.1 Diagnosis of the existing situation

The consultant shall carry out an in-depth diagnosis of the current state of the CAMAGRO platform, covering in particular:

- analysis of the existing institutional and organisational framework;
- evaluation of previous or current governance mechanisms;
- analysis of the legal and regulatory framework applicable to the platform;
- functional and technical audit of the existing platform;
- identification of strengths, weaknesses, opportunities and risks (SWOT analysis) related to the governance and operation of CAMAGRO.

This assessment should identify the shortcomings, constraints and levers for improvement necessary for the sustainable relaunch of the platform.

2.2 Analysis and mapping of stakeholders

The consultant will:

- Identify and map all institutional, technical, economic and social stakeholders involved in the governance and operation of CAMAGRO.
- Analyse the roles, responsibilities, interests and levels of influence of public and private actors and technical and financial partners.
- Assess current and potential mechanisms for inter-institutional coordination and public-private partnerships.

This analysis will serve as the basis for the design of an inclusive and operational governance model.

2.3 Development of the CAMAGRO platform governance model

Based on the above analyses, the consultant will design and propose a multi-stakeholder governance model, including in particular:

- the definition of steering, management, monitoring and accountability bodies;
- clarification of the roles and responsibilities of MINPOSTEL, the relevant sectoral ministries, technical structures and private partners;
- mechanisms for coordination, decision-making, arbitration and reporting;
- arrangements for the participation and involvement of private actors and institutional users.

The proposed model should ensure the transparency, efficiency, accountability and sustainability of the platform.

2.4 Definition of the institutional and legal framework

The consultant should define a formalised institutional and legal framework enabling the effective implementation of the chosen governance model, including in particular:

- the proposal of a clear institutional architecture for the management of CAMAGRO;
- the development or updating of the necessary legal and organisational instruments (framework agreement, governance charters, partnership agreements, etc.);
- the alignment of the proposed framework with current national regulations and applicable regional and international commitments.

2.5 Definition of the operating and sustainability model

The consultant will be required to develop a delegated operating model for the CAMAGRO platform, including in particular:

- the technical and functional operating procedures for the platform;
- performance monitoring mechanisms using key performance indicators (KPIs) and service level agreements (SLAs);
- security, data protection and service continuity measures;
- the principles of the economic and financial model guaranteeing the sustainability of operations.

3. Financing

The services covered by this Call for Expressions of Interest will be financed by the MINPOSTEL Public Investment Budget (PIB) for the 2026 financial year.

4. Participation

Any consulting firm or company that intends to apply, must justify a proven experience in the field of ICTs.

5. Application file

The application file of the Call for Expression of Interest shall include the following volumes:

- Section 1: Administrative documents.
 - Section 2: Technical documents.
- 

Section 1: Administrative documents (envelope A)

This section shall include the following administrative documents (originals and their certified true copies of not more than three (03) months and valid for the current financial year):

- a) a cover letter duly signed by the applicant;
- b) certificate of registration ;
- c) a copy of the commercial register, certified by the Registry of the Court of First Instance;
- d) Certificate of tax compliance;
- e) a certificate of non-exclusion from public contracts issued by the ARMP;
- f) a certificate of non-bankruptcy (original or copy certified by the Registry of the Court of First Instance.

Section 2: Technical documentation (envelope B)

Envelope B shall contain the following information:

- the presentation of the Firm or Consulting Firm as well as areas of action and intervention;
- the list of key staff proposed with copies of certificates and CVs signed by each expert;
- references of the consulting firm for similar works executed during the ten (10) years;
- Understanding the mandate of the mission (TOR).

6. Evaluation and selection criteria of firms

6.1. Eliminatory criteria:

- Incomplete administrative document;
- False declaration, forged document;
- Technical score below 75 points out of 100.

6.2. Selection criteria:

The technical bids shall be presented according to the main criteria below:

a) Candidate's references.....30 points.

References of the consulting firm for similar works executed during the past ten (10) years (show proof of the execution of similar works):

- General references :

At least two references in the field of ICT governance over the last five (05) years
.....15 points;

- Specific references:

At least two (02) references, one in the field of information systems and the other in the field of information systems auditing, completed during the last five (05) years
.....15 points;

b) Understanding of the terms of reference of the contract (context, objectives, methodological approach, etc.).....20 points

Designation of the activity		Score
Understanding of the mission, methodology and work plan		/20
Quality of the proposed solution (Adequacy of the solution to the specific objectives, additional functional richness, quality of the technical architecture)(4 pts)		/4
Comments and suggestions on the terms of reference (comments and suggestions should aim to improve the quality of the mission). (4 pts)	0.5 pt/comment on staffing requirements	/2
	1 pt/relevant comment on the ToR	/2

Proposed methodological approach in line with the ToR (8 pts)	Understanding of the mission's objectives (the understanding of the objectives is deemed to be very good when all of them are listed and highlighted).	/4
	Technical approach and implementation methodology (this approach is deemed to be very good when it is unambiguous)	/4
Work plan (4 pts)	Adequate schedule for carrying out the services (consistency between the organisation of the work and the schedule for carrying out the services)	/2
	Staff mobilisation schedule	/2
NB : The following assessments will be made for each sub-criterion: -Poor =0; average =2; good=4.		

c) Experience of key personnel..... 50 points;

• **Mission Head: Senior expert in digital governance and public platforms 20 points**

Be a holder of a diploma in computer engineering (GCE A/L +5 years of higher education or equivalent diploma), expert in digital governance and information systems. Have at least fifteen (15) years of experience in leading information systems and digital platform projects, including institutional and organisational dimensions. Must have participated in the implementation of at least three (03) projects relating to the establishment, governance or operation of large-scale digital platforms, in the capacity of mission head.

• **Senior expert in institutional governance and legal frameworks 10 points**

Be holder of a minimum of GCE A/L + 5 years of higher education or equivalent diploma in public law, digital law, public administration or governance. Have at least ten (10) years of professional experience in the design and implementation of institutional and legal frameworks or governance models, and legal and regulatory frameworks applicable to digital projects. Must have participated in at least two (02) assignments relating to the institutional or legal governance of digital platforms or inter-institutional projects over the last five (05) years.

• **Expert in information systems and digital platforms 10 points**

Be holder of a degree (GCE A/L +5 years of higher education or equivalent diploma) in Computer Science, Data Science (AI), or Large-Scale Data Management (algorithms and/or tools) for the interoperability of systems and relational and/or non-relational databases. Have at least ten (10) years' experience in the design, architecture and integration of information systems and digital platforms. Must have participated in at least five (05) projects involving the implementation or operation of digital platforms, including at least two (02) similar assignments over the last five (05) years.

• **Expert in change management, training and communication10 points**

Be holder of a GCE A/L + 5 years of higher education or equivalent diploma in communication, management, sociology, education sciences or social sciences. Have at least eight (08) years of professional experience in organisational change management, user training and digital transformation project support. Must have participated in at least three (03) assignments involving digital transformation projects or institutional platforms.

NB : NB: The personnel proposed by the applicant will only be assessed if the following documents are submitted: certified copy of the diploma, curriculum vitae duly signed and dated by the expert, supporting documents for the declared experience. (employment contract/certificate of employment/certificate of service, etc.).

7. Submission of files.

The tender must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform. Each tender, written in French or English, must be submitted online by no later than on **13 MARS 2026** at **2 p.m. prompt** local time on www.marchespublics.cm Within the same time limit, a backup copy of the said file recorded on USB key or CD/DVD and in a sealed envelope, shall be deposited at the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of General Affairs (Public Contracts Service, 1st floor, room 162), labelled :

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2026 OF FOR THE PRE-SELECTION OF CONSULTING FIRMS AND OPERATORS TO DESIGN, STRUCTURE AND FORMALISE A MODEL FOR THE GOVERNANCE, INSTITUTIONAL AND SUSTAINABLE OPERATION OF THE CAMAGRO NATIONAL PLATFORM

“To be opened only during the bid-opening session”

8. Additional information

Additional information may be obtained during office hours from the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of Postal and Telecommunications Regulation (DRPT), Room 410
Tel: 222232200/222224527.

9. Publication of results

The result of this Call for Expressions of Interest will be published in the JDM /-.

The Minister of Posts and Telecommunications

